

Juin 1936 et les défaillances du mouvement ouvrier

Article de Marceau Pivert paru dans *La Revue socialiste* N° 98, 4 juin 1956

« Nous savons maintenant que notre vérité était une demi-vérité, notre combat une lutte dans le brouillard, et que ceux qui souffrirent et moururent en ce combat étaient des pions d'un jeu très compliqué entre les deux prétendants totalitaires à la domination mondiale ». Koestler (*Hiéroglyphes*, p. 390).

« Prononcer les mots de « fascisme », de « course aux armements », de « dangers de guerre », c'est en réalité évoquer à la fois l'aspect actuel et permanent d'un problème posé au prolétariat mondial et, par voie de conséquence, les efforts obligatoires des diverses sections nationales pour coordonner l'action prolétarienne contre le capitalisme, de façon à écarter d'abord, à extirper ensuite du monde les causes de ces périls qui croissent avec le temps ». Bracke, Rapport de la délégation S.F.I.O. à l'I.O.S. pour le XXXI^e Congrès National (1936).

L'écrivain Koestler, qui fut un ardent communiste jusqu'en 1937, a découvert peu à peu le « jeu très compliqué » qui a fait de la malheureuse Espagne le champ clos d'une lutte obscure où se sont affrontées la révolution sociale et la contre-révolution fasciste – la démocratie et la tyrannie et les alliances militaires en formation avant la deuxième guerre mondiale.

Le vénéré et regretté militant socialiste internationaliste, lui, précise bien où se trouvent les sources de notre anxiété périodiquement renouvelée. Et il embrasse d'un coup d'œil la seule force capable de découvrir puis d'imposer une solution aux problèmes posés : le prolétariat international. C'est donc sous cette double évocation que sera entrepris le présent essai d'interprétation des événements de 1934 à 1938. Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de cette tâche : cette époque est à la fois si proche et si éloignée. Si proche par certaines analogies avec le présent, si éloignée par l'ampleur et la profondeur des bouleversements survenus dans le monde au cours de ces vingt dernières années ! Et puis nous n'avons peut-être pas les qualités d'impartialité qu'on est en droit d'exiger d'un « historien ». Aussi bien, c'est plutôt à titre de « participant passionné » à la vie du parti au cours de ces années décisives que nous entreprenons cette rétrospective. Avec cette circonstance aggravante : les méthodes, les critères, qui nous ont permis de nous orienter alors nous semblent, plus que jamais, les plus sûrs instruments d'investigation pour déterminer l'action socialiste à entreprendre aujourd'hui. Nos lecteurs, du moins, en jugeront en toute indépendance.

Comment donc sommes-nous passés des journées de février 1934 à celles de juin 1936 et à l'échec lamentable de la grève générale du 30 novembre 1938 ? Comment nos espoirs se sont-ils dissipés, effondrés, dans la guerre, le fascisme, la misère, la ruine ? Est-ce que notre « programme d'action », en 1936, était insuffisant ? Ou est-ce que notre « doctrine » était mal assurée ? Est-ce que nous avons été victimes de notre propre faiblesse de volonté révolutionnaire ? Ou bien est-ce que, décidément, l'ennemi de classe, le fascisme international, avait conquis sur nous une supériorité écrasante ? Mais alors, pourquoi lui et pas nous ? Pourquoi et comment avons-nous été vaincus en tant que socialistes (car une guerre, même « victorieuse », est toujours une défaite pour le

socialisme) ? Etions-nous, en juin 1936, à la dernière étape d'un processus de décadence de toute la société européenne ? Ou bien aurions-nous pu en faire l'aube d'une nouvelle renaissance ? La destruction du fascisme par la guerre était-elle la seule voie offerte ? (Et d'ailleurs est-il vraiment détruit ?). N'y avait-il pas un autre moyen de lui régler son compte, et définitivement ? Toutes ces questions se posent ici. Mais elles n'ont aucun intérêt si elles ne sont pas destinées à éclairer notre route aujourd'hui même. Un militant de juin 1936 demande ici à faire le point dans l'intention presque exclusive de fournir aux militants de juin 1956 des éléments de comparaison, des enseignements expérimentaux bien établis, et qui doivent favoriser une prise de conscience des responsabilités à prendre.

VUE D'ENSEMBLE.

La crise économique qui a secoué terriblement le régime capitaliste en 1929 aux Etats-Unis s'est étendue à l'Europe en 1930 — et à la France en 1932. Le chômage est alors devenu effrayant ; la production a décliné ; le commerce s'est arrêté ; la misère a ravagé les foyers de millions de travailleurs ; les nations se sont enfermées dans des systèmes d'autarcie ; et le fascisme, alimenté par les caisses noires du grand capitalisme, est monté au pouvoir. Son premier objectif vise à briser toutes les organisations ouvrières, à dénoncer et détruire leur « *internationalisme* » (souci bien inutile car trop de prolétaires limitent leur intérêt au cadre étroit de leur nation, à l'image de leur propre bourgeoisie : le slogan des néosocialistes sera : ordre, autorité, nation !). Toutes les couches de la société en crise se laissent plus ou moins corrompre par l'idéologie fasciste ; les socialistes sont parmi les plus farouches résistants : il faut les détruire. « *Sachez qu'il faut en finir avec la social-démocratie* », déclarait, le 12 janvier 1934, le Père Bichlmaier, supérieur des Jésuites, homme de confiance du Vatican, au « *petit Bauer* », chef de la ligue des socialistes religieux d'Autriche (1). Et l'attaque aura lieu, en février, à peu près en même temps en Autriche et en France, avec les mêmes objectifs. Malgré l'héroïsme et l'organisation des socialistes autrichiens, au milieu d'une Europe centrale déjà submergée par le clérical-fascisme et le nazisme, la petite Autriche sera livrée à la dictature du grand capitalisme et de ses mercenaires.

En France, la victoire du fascisme est rendue impossible par la réplique des masses populaires sous la direction du Parti Socialiste. Dès le soir du 6 février, la recherche systématique de l'unité d'action et, dès le 12 février, la grève générale déclenchée par la C.G.T. avaient préparé les rassemblements ultérieurs, unissant toutes les forces démocratiques et ouvrières. Il faudra cependant plusieurs mois au parti communiste pour qu'il se range sur les positions du parti socialiste. Et quand il s'y résigne, c'est encore « *à titre d'essai* », selon les instructions du VII^e Congrès de l'Internationale communiste. La « *nouvelle tactique non sectaire* », alors, a un but très précis : le Front Populaire doit favoriser l'établissement d'un pacte d'alliance militaire entre la France et la Russie soviétique. Dès que le pacte est signé, le 2 mai 1935, le mouvement de masses, qui croît spontanément, invinciblement, acquiert une ampleur jamais connue : le 14 juillet 1935, 700.000 manifestants (dont 40.000 Nord-Africains) défilent sur le Cours de Vincennes (Au même moment, malgré la propagande officielle et l'invitation du gouvernement, 25.000 Croix de Feu seulement montent à l'Arc de Triomphe). La courbe du fascisme s'infléchit à partir de ce moment précis. Celle des forces antifascistes monte de mois en mois. D'immenses perspectives vont donc s'ouvrir devant le prolétariat français s'il se considère comme l'une des fractions du prolétariat international. Il est unifié par un pacte d'action commune. Et le Parti Socialiste pousse à l'unité organique. Mais, pour le Parti communiste, il ne s'agit ni de

l'unité loyale, ni de la révolution socialiste. Il s'agit seulement de surveiller l'exécution du pacte franco-soviétique. Si l'on croit que la guerre s'approche, et si l'on est décidé à y entraîner le prolétariat, on ne doit rien faire qui puisse affaiblir la capacité militaire de la bourgeoisie — ce qui veut dire qu'on ne peut plus mettre en cause la domination de classe de celle-ci — on recherchera donc la collaboration parlementaire, sinon gouvernementale la plus large — et l'on s'alignera au besoin sur les éléments les plus modérés au risque de ne pouvoir satisfaire les aspirations des masses populaires. On mettra ainsi une sourdine à la campagne contre la loi, de deux ans. On dénoncera les internationalistes comme des alliés des nazis (les arguments employés par Lénine et Trotsky contre les « *social-patriotes* » s'adresseraient à plus juste titre, vingt ans plus tard, à la propagande chauvine du Parti communiste). Mais qu'importe : Staline a toujours raison ; le chauvinisme antiallemand deviendra à partir d'août 1939 une collaboration avec les nazis contre la France; et à partir de 1941, on reviendra au nationalisme « *antiboche* ».

Toute l'histoire des espérances déçues, des défaites sanglantes, et de l'impuissance totale du mouvement ouvrier français (et international) se lit dans cette subordination simultanée des socialistes aux alliances militaires et des communistes à la diplomatie russe. Mais les socialistes, au moins, tenteront l'impossible, à travers toute cette période dramatique, contre la course aux armements, pour réformer la structure de l'économie française et même aider la République espagnole, trahieusement attaquée par le fascisme international, tandis que les communistes exécuteront servilement toutes les instructions staliniennes, c'est-à-dire d'une bureaucratie contre-révolutionnaire.

Pour découvrir l'explication profonde des discussions, polémiques, confusions, manœuvres et atermoiements qui ont illustré la difficile gestation du Rassemblement (ou Front) Populaire et de son programme, il faut souligner une double volonté, antisocialiste : celle de la bourgeoisie capitaliste bien décidée à résister par tous les moyens aux transformations révolutionnaires de structure, et celle du parti communiste, bien décidé, lui, à paralyser toute tentative socialiste révolutionnaire.

Autour des négociations des chefs des grandes organisations gronde un formidable mouvement de masse qui a pendant quelques jours, au début de juin, ses propres lois de développement spontané, mais qui se laisse aussitôt « *ré-encadrer* » lorsque Thorez lui demande de « *savoir terminer une grève* ». Ainsi les socialistes sont contraints, peu à peu, par les conditions mêmes dans lesquelles le Parti communiste et ses alliés radicaux ont engagé la lutte, de subir les défaites partielles qui conduiront l'ensemble de la classe ouvrière à la défaite totale.

Certes, il y a aussi des responsabilités socialistes dans l'échec final, mais pour les apprécier à leur juste proportion, il ne faut jamais oublier les deux mâchoires de l'étau qui se sont serrées peu à peu autour du Parti : la politique internationale de l'impérialisme capitaliste et la politique internationale, contre-révolutionnaires, du stalinisme.

FACE A LA CRISE : LE PROGRAMME SOCIALISTE.

C'est le XXXI^e congrès national du Parti (Toulouse, 20-25 mai 1934) qui marque le mieux l'énorme progression politique consécutive à la tentative fasciste du 6 février 1934. Tout le compte rendu sténographique est à relire : il révèle le bouillonnement intense des idées, les tendances profondes, les divergences tactiques: le thème généralement adopté est résumé ainsi par Jules Moch (2):

« Lutter contre le fascisme, c'est essentiellement lutter contre le capitalisme, pour le socialisme ».

L'alternative *« fascisme ou socialisme »*, qui ne plait guère à Paul Faure ou J.B. Séverac, est, au contraire, brandie comme un drapeau par les jeunes planistes, par Deixonne, par Rivière, par André Philip. *« Maintenant, déclare celui-ci, les réformes ne sont plus possibles... Nous sommes entrés depuis 1914 dans la période de la révolution mondiale »* (3).

Et Jean Le Bail pose, avec une clarté prophétique, la même alternative sur le plan de la politique internationale : *« Vous serez obligés, sous la poussée des événements, de faire l'unité... Vous serez conduits à aller à Moscou demander aux hommes de là-bas s'ils préfèrent à l'unité une alliance militaire avec M. Doumergue »* (4) .

La réconciliation de toutes les forces nationales et internationales de la classe ouvrière pour une action commune en direction de la révolution socialiste, telle est, en mai 1934, la pensée dominante de l'immense majorité des militants socialistes. A l'heure où l'on doit enfin apprécier du point de vue de la classe ouvrière internationale les responsabilités de Staline, il n'est pas inutile de mettre en évidence que c'est lui qui a choisi l'autre alternative, lui qui a préféré les alliances impérialistes à celles des forces révolutionnaires : beaucoup de socialistes, ensuite, désorientés, découragés, démoralisés, comme la classe ouvrière elle-même, ont pu errer jusqu'à la résignation au fascisme sous prétexte de pacifisme — ou changer d'idéologie, devenir nationalistes, en s'associant à l'union sacrée contre les menaces et les agressions fascistes. Un coup d'œil rétrospectif oblige à constater que les révolutionnaires clairvoyants étaient alors dans les rangs socialistes et non pas dans les rangs moutonniers des staliniens sans boussole. Quant à Lebas, il relève vertement ceux qui, *« pour conquérir les classes moyennes »*, demandent de laisser tomber les quarante heures : *« Les réformes et revendications ouvrières doivent être portées par le groupe parlementaire comme des armes contre tous les partis bourgeois »*.

« LE PROLETARIAT NE DOIT AVOIR CONFIANCE QU'EN LUI-MEME » (5).

Vincent Auriol confirme : *« On ne compose plus avec le capitalisme dans la crise où nous sommes, le capitalisme, exige qu'on se soumette, qu'on recule, qu'on subisse sa loi, ou bien qu'on se batte si l'on veut obtenir la moindre réalisation »*.

Il aperçoit aussi que « *la solution des problèmes actuels ne peut être cherchée et trouvée que sur le plan international* ». Ses propositions de programme d'action sont reprises dans la motion finale « *Exigeons que le socialisme soit mis en état de donner sa mesure* » (6).

Bracke est optimiste sur les chances de l'unité « *malgré la mauvaise volonté communiste, c'est nous qui la voulons, c'est nous qui la ferons : nous réaliserons l'unité indispensable à la victoire totale du prolétariat* » (7).

Enfin, Léon Blum, avec sa lucidité habituelle, ramasse les éléments des différentes interventions pour en faire une synthèse cohérente : « *Pas de divergences d'ordre doctrinal, mais seulement d'ordre pratique* » : « *Le parti socialiste réclame le pouvoir* ». En ce moment, « *la détention du pouvoir devient un acte de défense (...), (elle) nous permettra de réaliser la transformation sociale* ». Mais, pour tenir compte des réserves de Paul Faure, J.B. Séverac, Louis Lévy, sur l'alternative « *socialisme ou fascisme* », Léon Blum concède que nous n'avons peut-être pas intérêt à la poser sous cette forme : « *ou eux, ou nous* ».

Il faut cependant prendre comme objectif fondamental la lutte contre le fascisme, et il précise bien que cette lutte comporte aussi une organisation d'auto-défense. De même, l'état du capitalisme peut l'amener à accepter des réformes de répartition, comme aux Etats-Unis.

« *Le socialisme est toujours contre le capitalisme, seule la tactique peut changer selon les circonstances* ». L'idée-force de la propagande socialiste, au lendemain du 6 février, doit être « *une affirmation aussi convaincue qu'énergique... que ce à quoi on s'engage sera tenu, c'est qu'il n'y aura pas de résolution devant laquelle on reculera, pas de sacrifice devant lequel on reculera, pour tenir l'engagement qu'on a pris* ».

Le caractère révolutionnaire de la situation créée par le 6 février est souligné par Léon Blum dans ce passage.

« *Un devoir de franchise s'impose à tous... la nécessité d'une organisation défensive... résulte du fait que, dans certaines circonstances, quelle que soit l'autorité du gouvernement, il est dans l'impossibilité de se servir de ses forces pour répondre aux mouvements dirigés contre lui, même s'il s'agit d'une agression violente* ». (8)

« *Nous devons nous préparer à un mouvement défensif, le cas échéant à un mouvement de contre-offensive... Le poids de la masse prolétarienne, de la masse populaire, de la majorité de la France, peut, à un moment donné, tomber massivement dans la balance de l'histoire... Nous ne devons pas écarter de nos espérances ce que j'appelai, en 1919, l'aléa révolutionnaire, aléa qui peut réduire les risques de la violence.* [»]

Enfin (9)

« Il faut dire: voilà ce que nous ferons quand nous serons au pouvoir... rien ne nous fera dévier... rien ne nous arrêtera... Rien ne peut nous empêcher d'aller plus loin, vers le socialisme... Le simple problème du chômage peut nous mettre en état de mobilisation sociale, analogue à la mobilisation de la guerre, pour briser toutes les résistances issues de toutes parts...[»]

C'est Léon Blum qui rapporte devant le congrès la motion adoptée, qui servira de référence pour toute la période ultérieure (10) :

« Choisir entre fascisme et démocratie, c'est, aujourd'hui, choisir entre fascisme et socialisme. Le Parti socialiste revendique le pouvoir et se déclare résolu à le conquérir parce que cette conquête est la condition de la victoire ».

Suivent les différents chapitres du programme où l'on trouve :

- *« la réduction de la durée de travail sans diminution de salaire;*
 - *la socialisation du crédit et des assurances;*
 - *la créations d'offices publics pour l'agriculture ;*
 - *la socialisation des grandes industries monopolisées : chemins de fer, mines, électricité, etc... (en vue d'abaissement des tarifs pour une réduction générale des prix de base profitant à toute l'économie ;*
 - *la détente fiscale et la répression de la fraude, etc...*
- ...mesures considérées comme une base de départ vers la réalisation du socialisme ».*

Cette motion de Toulouse souligne encore :

« d'une part qu'aucune de ces mesures initiales n'a la moindre chance d'être pleinement réalisée tant que le socialisme n'aura pas le pouvoir, et, d'autre part, une fois installé au pouvoir, le Parti, dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme.

L'opinion populaire veut savoir surtout si l'on est résolu à ne pas dévier et à ne pas fléchir.

Le Parti s'engage avant tout à agir

... A agir pour la conquête du pouvoir.

A agir, une fois au pouvoir, avec une énergie inflexible en allant aussi loin qu'il le faudrait dans la voie qui est la sienne, vers les objectifs qui sont les siens.

A ne se laisser arrêter ou détourner par aucune forme de résistance. A briser tout ce qui ferait obstacle à la souveraineté populaire dont il serait l'instrument.

... Le Parti compte avant tout sur la force propre, autonome, du prolétariat ouvrier et paysan ».

LA MARCHÉ VERS LE PROGRAMME COMMUN.

Pendant que le mouvement de masse se développe à travers le pays, les relations s'améliorent entre les organisations antifascistes : à l'occasion d'une crise ministérielle, le 5 juin 1935 (chute de Bouisson sur les pleins pouvoirs — 260 voix contre 262), les premiers contacts officiels ont lieu, à la Chambre, entre les élus radicaux, socialistes et communistes.

Les socialistes lancent l'idée d'un gouvernement chargé de consulter immédiatement le pays. Thorez demande que la « *délégation des gauches soit constituée et qu'un programme soit pris dans le programme radical qui contient l'idée d'un prélèvement sur le capital* ». Vincent Auriol lui demande : « *Le parti communiste va-t-il participer à ce gouvernement ?* » (11).

Réponse de Thorez : « *Non, mais en dehors du gouvernement, nous prendrons toutes les mesures conformes aux intérêts des masses* ».

Vincent Auriol : « *Et si nous, socialistes, nous participions ?* »

M. Thorez : « *Cela vous regarde : nous n'avons aucune qualité pour « permettre » ou « interdire » la participation socialiste au gouvernement.* »

Herriot rappelle les déboires de 1926, la débâcle financière, et préfère ne pas compromettre maintenant les chances d'un futur gouvernement démocratique.

Thorez conseille de ne pas effrayer l'opinion (laquelle ?) par des outrances comme « *Faire arrêter les banquiers* » (12), car cela risque de « *provoquer la panique* ».

« *Nous, partisans du pouvoir des Soviets, nous soutiendrons tout gouvernement décidé à faire droit aux revendications du Front Populaire.* »

Et Léon Blum, s'adressant aux radicaux : « *Etes-vous disposés, le cas échéant, à obliger la Banque de France à réescompter les Bons du Trésor ? Et si elle résistait, la menaceriez-vous de nationalisation ?* ».

Réponse de Daladier : « *Oui* ».

Après cette première séance de matinée, ce sont les socialistes qui, l'après-midi, proposent un programme d'ensemble, sur lequel Jean Zay fait des réserves, car il préfère qu'on s'en tienne aux formules générales : « *Lutte contre la spéculation ; défense de la monnaie ; indépendance de l'Etat républicain contre les spéculateurs et les oligarchies financières* ».

La conversation est interrompue sur le refus opposé par Léon Blum et Vincent Auriol d'atténuer le programme d'action minimum du Parti, qui précise les moyens d'action contre la crise. Ce document est adressé aux autres partis et souligne que le P.C. a promis son soutien. Mais la nature même de ce « *soutien* » est expliquée par Florimond Bonté (13) de la manière assez jésuitique qui lui est familière : ce sont les mesures que prendrait le futur gouvernement et non le gouvernement lui-même que le P.C. soutiendrait. Suit la critique du programme du Parti Socialiste (pourtant bien modeste):

« Il ne faut pas obliger les partis du Front Populaire à accepter l'ensemble du programme de l'un quelconque d'entre eux ».

Bonte va plus loin: même si le programme immédiat n'est pas adopté par tous les partis de gauche, cela ne fait rien et ne doit pas empêcher la formation d'un gouvernement de combat.

Vincent Auriol : *« Voteriez-vous le budget ? ».*

Thorez : *« Les communistes sont décidés à prendre toutes les mesures susceptibles de faire barrage au fascisme ».*

Cette première prise de contact entre élus *« de gauche »* est sans lendemain, car le gouvernement Laval est formé le 8 juin; il obtient les pleins pouvoirs et il va continuer, avec la collaboration des radicaux, l'œuvre de réaction et des décrets-lois commencée par Doumergue. Au congrès de Mulhouse (10 juin 1935), Léon Blum confirme officiellement les divergences initiales entre les socialistes et les communistes sur le programme :

« En outre, les communistes ne nous offriraient pas de soutenir un gouvernement dont ils souhaitaient la formation, mais seulement de soutenir les mesures que ce gouvernement prendrait en faveur des masses laborieuses. Ils nous promettaient d'ailleurs ce soutien bien plus dans le pays qu'à la Chambre même ».

Certains intellectuels antifascistes encore lucides signalent cette *« prédétermination »* de la politique stalinienne, qui va conduire finalement, avec des erreurs symétriques, le mouvement ouvrier français vers l'union sacrée. Ainsi, dans *« L'Ecole Libératrice »* (14), le philosophe Alain commente :

« Cette même Russie libre, cette Russie qui n'a pas peur, va-t-elle demander à son tour la sécurité impossible, la sécurité comme la voulaient Poincaré et Barthou ? (15). C'est promettre aux communistes le même esclavage militaire, le même travail pour employer à détruire, les mêmes nuées d'avions, les mêmes événements, les mêmes incendies, les mêmes asphyxies. C'est les former encore une fois à ce même jeu sauvage où les meilleurs sont détruits à coup sûr, où la vertu est punie de souffrance et de mort, où cent mille beaux cadavres sont le moyen ordinaire de la politique ».

Cependant, avec une puissance croissante, le mouvement des masses populaires s'amplifie de mois en mois: le 28 juin 1935, pour la première fois, à la Mutualité, Daladier, Maurice Thorez et Léon Blum se trouvent à la même tribune, dans un enthousiasme indescriptible, sous la présidence de Paul Rivet, premier élu du Front populaire au conseil municipal de Paris.

Au XXXII^e Congrès (Mulhouse, 9-12 juin 1935), il y a 2.025 mandats pour la motion majoritaire, 777 pour la motion de la Bataille socialiste et 105 pour la motion bolchevick-léniniste (Les trotskystes sont en effet entrés dans la S.F.I.O... pour en sortir peu après).

Cette motion majoritaire tient à

« appeler l'attention des travailleurs des villes et des campagnes sur la nécessité impérieuse, dans les circonstances économiques et politiques actuelles, de conquérir l'État en vue de réaliser le socialisme.

Les partis bourgeois, réunis dans un bloc national sont au pouvoir et ils usent de tous les moyens de pression, d'information mensongère, que donne la possession du capital et de l'État, pour y rester.

Les groupements fascistes exploitent à la fois la faillite des partis républicains et le mécontentement populaire né de la crise du capitalisme pour tenter de s'emparer du pouvoir. Le coup de force du 6 février 1934 en est la preuve.

Les travailleurs, guidés par le socialisme, prennent de plus en plus nombreux, unis dans leur action de classe, la route qui les conduira au pouvoir.

Il ne s'agit pas d'une conquête parcellaire de la puissance politique, mais de la mainmise complète du prolétariat sur le pouvoir : condition préalable à tout effort efficace pour « transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, la totalité des forces de l'État pouvant ainsi briser les résistances de la bourgeoisie vaincue, mais non encore réduite à l'impuissance. C'est cela, la dictature du prolétariat.

Le pouvoir politique étant le moyen, la transformation socialiste de la société étant le but final, celui-ci ne sera atteint que par une série de mesures dont les premières porteront naturellement sur les entreprises les plus évoluées et les plus concentrées (suit la liste) conformément aux décisions du Congrès de Toulouse.

... Comment ? ... Se garder d'enfermer son action dans les limites tracées par l'imagination révolutionnaire ou réformiste... Dans leurs luttes aux formes multiples pour conquérir le pouvoir, les travailleurs se heurteront toujours aux puissances militaires et policières tant que les gouvernements bourgeois pourront les utiliser pour leur défense et leur répression.

Pas de putsch... mais formes multiples de l'action directe de la classe ouvrière sur le terrain économique: cessation du travail, grèves généralisées et continues, grève générale, (sans porter atteinte au statut d'autonomie du mouvement syndical et ses attributions dans leur déclenchement).

... Intensifier la propagande dans tous les milieux. Il faut que l'idée même de la nécessité de la transformation du régime capitaliste en régime collectiviste ou communiste prenne racine partout et s'étende, après avoir conquis les travailleurs, les jeunes prolétaires qui ont un intérêt évident à la disparition du régime capitaliste, aux classes moyennes ; et aux fonctionnaires de toutes les administrations et de tous les services publics, police comprise.

Lutte contre la crise, faillite du régime capitaliste, menace fasciste. Le Parti socialiste proposera les remèdes de nature à pallier les suites les plus douloureuses de la crise et à en abrégier la durée, tout en rappelant que ce mal, inhérent au régime capitaliste, ne sera définitivement épargné aux hommes que lorsque le régime lui-même sera aboli ».

Le congrès reprend le programme posé au P.C., comprenant des mesures immédiates et d'autres plus lointaines, pour la nationalisation des monopoles de fait. De même en ce qui concerne les propositions socialistes d'unité organique et l'organisation de l'autodéfense.

Il y a ensuite, fin septembre, un congrès national extraordinaire du Parti, à Limoges, exclusivement consacré à l'élaboration du programme socialiste des revendications paysannes.

Les communistes se déclarent très satisfaits du congrès de Mulhouse (16). Ils essaient de démontrer que la nouvelle tactique n'a « rien de commun » avec celle des socialistes dans le Cartel des Gauches...

Duclos confirme d'ailleurs naïvement — tout en affirmant le contraire — que le parti communiste n'est pas l'initiateur du mouvement, puisqu'il explique que le 14 juillet 1935 devra « consacrer l'idée lancée par le parti communiste il y a neuf mois » — donc en octobre 1934 — alors que le soir même du 6 février 1934, le Parti socialiste créait le Centre de Liaison des Forces antifascistes et recherchait l'alliance avec le P.C. et la C.G.T.U.

Mais la question du programme est encore l'objet de contestations. Fontenay « regrette que la motion de Mulhouse n'ait pas suffisamment distingué entre mesures immédiates et plan » : il y

trouve la trace persistante « *de l'illusion selon, laquelle on peut accéder au socialisme... en utilisant les organes de l'État capitaliste. (La motion) fait silence sur la nécessité de l'insurrection et de la destruction de cet État. Le fait que l'expression « dictature du prolétariat » figure au début de la motion n'y change rien* ».

Enfin, il développe ses réserves sur les réformes de structure : le plan de Toulouse (et de la C.G.T.) préconisant notamment la nationalisation du crédit et des grandes entreprises industrielles, le contrôle et la direction des branches maîtresses de l'économie « *exige comme condition préalable* » la dictature du prolétariat : elles ne peuvent pas être l'œuvre d'un gouvernement formé dans le cadre actuel. Ne pas voir cela « *c'est commettre une profonde erreur* » (17).

...On nous dit : « *Nous savons très bien que la classe capitaliste opposera des résistances, mais nous sommes décidés alors à les briser par tous les moyens...*

Alors, c'est-à-dire qu'on reconnaît, en somme, que l'heure de la guerre civile sonnera quand il s'agira d'imposer le plan.

Quelle garantie a-t-on de la victoire des travailleurs à ce moment ? Qui peut affirmer que les conditions du succès des exploités dans la guerre des classes seraient précisément réalisées au moment où, le gouvernement ayant été légalement occupé par les adversaires de ses privilèges, la bourgeoisie engagera le combat ? Toute la question est là... ».

Ce passage montre bien qu'il ne s'agit pas, pour le P.C., de la conquête révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière. Nous savons pourquoi : Staline préfère l'alliance militaire avec la bourgeoisie française.

PROGRAMME D'ACTION IMMÉDIATE ET NATIONALISATIONS.

Léon Blum a mis au point les notions controversées dans une série d'articles qui, en juillet 1935, distinguent la socialisation révolutionnaire globale, les socialisations par secteurs ou par paliers (impliquant la conquête préalable du pouvoir et incompatibles avec tout système de compensation ou d'indemnisation pour les capitalistes expropriés), et enfin les nationalisations. Les radicaux n'acceptent pas les premières. Les communistes n'envisagent même pas les secondes, même pour un programme commun aux socialistes et aux communistes.

Léon Blum ne se résigne pas à ces deux catégories d'oppositions qui, d'après lui, « *reposent sur un malentendu, et même sur une confusion* » (11 juillet 1935). Il reprend sa distinction fameuse entre exercice du pouvoir et conquête du pouvoir : les nationalisations sont aux socialisations ce que le premier terme est au second.

« Elles se placent dans le cadre du régime capitaliste... elles sont un moment de l'évolution capitaliste et non pas un moment de la révolution sociale (12 juillet 1935). Nationaliser le crédit et les industries-clés, ce n'est pas encore la révolution sociale, ce sont des expropriations avec indemnités qui ne touchent pas essentiellement le régime capitaliste. Mais alors demandera-t-on, quel intérêt cela présente-t-il pour un parti prolétarien ? Pourquoi inscrire ces réformes dans un programme de Front populaire, d'« occupation du pouvoir » ? Parce que la classe ouvrière, répond Léon Blum, « qui a une conscience claire de ses intérêts », préfère des services publics aux monopoles privés pour être assurée d'un relèvement de son niveau de vie, d'un développement de ses libertés et de ses droits. Et la collectivité y gagnerait, car des « profits privés » pourraient alors, dans les secteurs nationalisés, «

être répartis en suppléments de salaires entre la masse des travailleurs : ils seraient intégralement consommés, à la différence des surprofits capitalistes, et contribueraient à ranimer l'activité du corps économique, par conséquent à accroître le revenu public ».

Autre argument en faveur des nationalisations : « Partout (en Allemagne ou en Italie), c'est l'oligarchie financière et bancaire qui a appelé, recruté et commandé les formations fascistes; partout elle a employé les formations fascistes comme une garde prétorienne au service de ses privilèges : la nationalisation bouclerait du jour au lendemain les caisses noires.

Et la presse ! « *Oui, la grande presse est pourrie, oui la grande presse est vénale* », déclare Léon Blum en citant « *la brochure de notre ami Modiano que nos camarades devraient avoir entre les mains* » (4 août 1935) « *Mais quel est l'acheteur ? Toujours la même oligarchie* ».

L'expropriation de ces « *Napoléons du capitalisme* », qui ne doivent leur force qu' « *aux grands intérêts qu'ils gèrent* », suffirait à rendre à la nation la souveraineté qu'ils ont usurpée.

D'ailleurs ces nationalisations font partie d'un programme d'ensemble comportant une action sur « *l'intensité économique, sur la résorption du chômage, sur la réduction de la journée de travail, l'augmentation de la masse des salaires, la généralisation des contrats collectifs, etc.* ».

Le secteur des industries de base nationalisées est en outre un puissant levier de commande pour diriger l'économie : on peut le manier pour soulager les misères, abaisser les prix, accroître la consommation, stimuler le démarrage de la reprise, diriger le crédit, développer le marché intérieur... Mais il restera toujours une discordance « *entre la capacité de rendement de l'appareil productif et les besoins. Même maniée et dirigée, l'économie capitaliste n'éliminera pas les crises... Ni maniement ni direction ne permettront donc l'économie de la transformation socialiste, c'est-à-dire de la révolution* ».

En résumé, il faut un programme anticrise comportant des réformes de structure sans confondre cette étape avec la nécessaire conquête du pouvoir, condition préalable à toute socialisation.

Ainsi, au moment où le puissant mouvement antifasciste de masse s'organise et se révèle dans les grands rassemblements du 14 juillet 1935, on peut observer que seul le Parti socialiste exprime, dans ses résolutions de congrès et dans sa presse, une volonté à caractère réformiste, certes, mais à perspective révolutionnaire : du côté radical, on est encore associé à l'union nationale qui frappe à coups de décrets-lois le niveau de vie des salariés (diminution de 10 % de tous les traitements, 17 juillet 1935). Du côté communiste, on cherche l'alliance le plus loin possible à droite, et on critique le Parti Socialiste qui prétend s'attaquer à la structure du régime par un programme économique anticrise. Par exemple, Ramette étudie, dans « *Les Cahiers du Bolchevisme* » (15 juillet, p. 821) la thèse de Lebas: « *Avec votre programme de Toulouse, impossible de compter sur les radicaux* ».

— Oui ... Nous allons donc retrouver, en 1935, mais cette fois devant une situation concrète, l'occasion de mettre à l'épreuve la thèse fameuse de Léon Blum sur l'exercice et la conquête du pouvoir (18) :

« Le danger de l'exercice du pouvoir c'est qu'il peut être confondu avec la conquête du pouvoir, que le prolétariat est invité à attendre de l'un l'ensemble des résultats qui ne peut découler que de l'autre, c'est-à-dire la transformation du régime de la propriété ou tout au moins une accélération particulièrement rapide du rythme transitoire qui doit conduire à cette transformation. Le danger qui résulte essentiellement de cette confusion pour les masses ouvrières c'est ce que j'appelais la déception révolutionnaire (mise en évidence par Jules Guesde au congrès de Japy).

... Je ne suis pas un légalitaire. En ce qui concerne la conquête révolutionnaire du pouvoir, je n'admets pas que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité.

Je préfère comme tout le monde qu'elle arrive à ses fins par des moyens légaux. « *Tous les moyens, y compris les moyens légaux* » disait Guesde. Mais je ne l'enferme pas dans la légalité :

Notes:

(1) Cf. Joseph Buttinger: Le précédent autrichien (Gallimard), p. 64. (On sait que le Parti Communiste, en Allemagne, avait eu à peu près le même « *mot d'ordre* » : passer sur le « *cadavre* » de la social-démocratie).

(2) p.187.

(3) p. 212.

(4) p. 221.

(5) p. 337.

(6) p. 346.

(7) p. 347. Nous ne citons pas les discours de Ziromsky, Marceau Pivert, Cœylas, car la résolution votée s'inspire de leurs idées.

(8) page 354. Inutile de souligner ici le caractère commun aux deux 6 février: celui de Paris en 1934, celui d'Alger en 1956. Mais le Parti, en 1956, en a-t-il tiré les conséquences indiquées par Léon Blum ? (9) p. 365. (10) Votée par la presque unanimité du Congrès : 3.600 mandats contre 237 à une motion Just.

(11) Cf. Cahiers du Bolchevisme 1er juillet 1935.

(12) C'est Vincent Auriol qui est visé car il avait dit: « *Les banques je les ferme, les banquiers je les enferme* » .

(13) Cahiers du Bolchevisme, page 674.

(14) 22 juin 1935.

(15) On lira aussi dans la « *Pravda* » un éloge du patriote Poincaré !!!

(16) Cahiers du Bolchevisme, p. 730 1er juillet 1935.

(17) Alors que penser des réformes obtenues à la Libération ?

(18) Discours de la Bellevilloise 10-1-1926.